

AU CAFÉ (1)...

Extrait 17

1920

Louis (socialiste): - Puisque chacun a donné son opinion, permettez-moi de donner la mienne. Je suis le seul ici à avoir les idées que j'ai, et je ne voudrais pas m'exposer à l'intolérance conjointe des bourgeois et des anarchistes.

Georges (anarchiste): - Je m'étonne de vous entendre parler ainsi. Vous - ou plutôt tu: nous sommes tous les deux des travailleurs et nous pouvons et nous devons nous considérer comme des amis et des frères - apparemment, tu crois que les anarchistes sont ennemis des socialistes. C'est tout le contraire; nous sommes leurs amis, nous travaillons avec eux.

Beaucoup de notables socialistes ont essayé et essayent encore de mettre en opposition le socialisme et l'anarchisme, mais la vérité est tout autre. Si le socialisme, cela veut dire une société, ou le fait d'aspirer à une société où les hommes vivent en frères, où le bien de tous est la condition du bien de chacun, où personne n'est esclave ni exploité, et où chacun a les moyens d'atteindre le plus grand développement possible et de jouir en paix de tous les avantages de la civilisation et du travail commun, alors nous sommes socialistes; et nous sommes même en droit de nous considérer comme les socialistes les plus radicaux et les plus conséquents.

D'ailleurs, le magistrat Ambroise ici présent le sait bien, lui qui a envoyé tant des nôtres en prison: nous avons été les premiers, en Italie, à introduire, expliquer et propager le socialisme. Et si, petit à petit, nous avons fini par abandonner le nom de socialistes pour nous appeler simplement anarchistes, c'est parce qu'une autre école a surgi, à côté de nous; et cette école, autoritaire et parlementaire, est arrivée à l'emporter et à faire du socialisme quelque chose de tellement hybride et prêt à tous les accommodements, que ce socialisme-là ne pouvait plus se concilier avec nos idéaux ni avec nos méthodes et qu'il répugnait à nos tempéraments.

Louis: - J'ai écouté ce que tu disais et, en effet, il est certain que nous sommes d'accord sur beaucoup de points, particulièrement sur la critique du capitalisme.

Mais nous ne sommes pas d'accord sur tout. D'abord parce que les anarchistes ne croient qu'à la révolution et qu'ils renoncent aux moyens de lutte plus civilisés qui ont remplacé les méthodes violentes, peut-être nécessaires jadis. Et ensuite parce que même si on devait en venir à une révolution violente, il faudrait bien qu'elle installe au pouvoir un nouveau gouvernement pour faire les choses de façon ordonnée et pour ne pas tout laisser au bon plaisir et à la fureur des masses.

(1) Conversations prises sur le vif. Cette brochure met en scène, en plus de Louis (socialiste) et de Georges (anarchiste), Ambroise (magistrat), Prospère (gros bourgeois, imbu d'économie politique et autres sciences), César (homme d'affaires), Michel (étudiant qui fréquente les socialistes et les anarchistes), Gino (ouvrier), Vincent (jeune républicain), Pippo (mutilé de guerre). Commencée en 1897, elle a été revue et complétée en 1913 et 1920. Cet extrait (XVII) est de 1920.

Luigi Fabbri précise, dans un texte signé du 25 décembre 1921 à Bologne: «*Les lecteurs verront que l'anarchiste du dialogue, Georges - ou Errico Malatesta, si on préfère - met fin à ses conversations au café en saluant tous ses interlocuteurs parce qu'il doit partir, sans savoir quand il reviendra. En écrivant ces derniers mots, Malatesta disait à son hôte: «Personne ne saura jamais à quel point c'est vrai que je dois partir sans savoir quand je reviendrai». C'était le samedi 16 octobre 1920. Le soir même E. Malatesta partait pour Milan et le lendemain matin, il était arrêté à Milan et... logé à la prison de San Vittore. Deux jours après la police venait perquisitionner minutieusement la maison où Malatesta avait passé ses derniers jours de liberté; elle cherchait des armes cachées et des explosifs, mais elle ne trouva rien. La seule bombe de la maison en question - le manuscrit de cette brochure - avait été confiée, par précaution, à une tierce personne... possédant un port d'armes!».* (Reprint de *Al Caffè*. Edition de «*Volontà*», Bologna 1922, p. 177).

Georges: Eh bien, discutons un peu. Est-ce que tu crois sérieusement qu'on peut transformer radicalement la société, abattre le privilège chasser le gouvernement, exproprier la bourgeoisie, tout cela sans recourir à la force?

J'espère que tu n'imagines pas que les propriétaires et les gouvernants voudront céder sans résister, sans employer cette force dont ils disposent, et jouer en quelque sorte le rôle du pendu qu'on aurait persuadé de se pendre? Si tu te fais des illusions là-dessus, interroge donc ces messieurs ici présents, qui se débarrasseraient très volontiers de toi et de moi, s'ils le pouvaient, en utilisant des moyens assez expéditifs.

Louis: - Non, je ne me fais aucune illusion là-dessus.

Mais, aujourd'hui, les travailleurs disposent du vote politique et administratif et ils sont la grande majorité des électeurs. Il me semble donc que, s'ils le savaient et s'ils le voulaient, ils pourraient sans trop d'efforts porter au pouvoir des gens qui auraient leur confiance; des socialistes, des anarchistes aussi, si tu veux, qui feraient de bonnes lois, nationaliseraient la terre et les usines et instaureraient le socialisme.

Georges: - Oui, si les travailleurs le savaient et s'ils le voulaient. Mais s'ils étaient assez évolués pour comprendre les causes de leurs maux et quels en sont les remèdes, s'ils étaient vraiment décidés à s'émanciper, alors on pourrait peut-être faire la révolution sans violence ou avec très peu de violence. Mais dans ce cas, ils pourraient faire eux mêmes ce qu'ils désirent, et il ne serait pas nécessaire d'envoyer au Parlement et au gouvernement des hommes qui se retrouveraient dans l'impossibilité de satisfaire les besoins sociaux et de faire ce que les électeurs attendent d'eux, même s'ils ne se laissaient pas enivrer et corrompre par les charmes du pouvoir, comme c'est malheureusement le cas.

Malheureusement, dans leur grande majorité, les travailleurs ne le savent pas et ne le veulent pas. Et leurs conditions sont telles qu'ils n'ont pas la possibilité de s'émanciper moralement s'ils n'améliorent pas d'abord leur situation matérielle. C'est pourquoi la transformation de la société doit se faire grâce à l'initiative et au travail des minorités que d'heureuses circonstances ont pu élever au-dessus du niveau commun - minorités du point de vue du nombre qui finissent par être la force prépondérante et par entraîner avec elles la masse arriérée.

Observe les faits et tu verras bien vite que, à cause des conditions matérielles et morales qui sont celles du prolétariat, la bourgeoisie et le gouvernement arrivent toujours à obtenir le Parlement qui leur convient. Et c'est bien pourquoi ils concèdent et laissent subsister le suffrage universel. Si jamais ils se voyaient en danger d'être dépossédés légalement, ils seraient les premiers à sortir de la légalité et à violer ce qu'ils appellent la volonté du peuple. Ils le font déjà chaque fois que, par erreur, les lois se retournent contre eux.

Louis: - Tu dis ça, mais en attendant, nous, on voit que le nombre des députés socialistes augmente toujours. Un jour, ils seront la majorité et alors...

Georges: - Mais ce que tu ne vois pas, c'est que les socialistes qui entrent au Parlement ne tardent pas à être domestiqués et, de dangers pour l'ordre établi, ils deviennent des collaborateurs de cet ordre et ils le soutiennent. Au fond, envoyer des socialistes au Parlement, c'est rendre service à la bourgeoisie parce qu'ainsi on enlève aux masses, pour les transplanter en milieu bourgeois, les hommes les plus actifs, les plus capables, les plus populaires.

Du reste, comme je te l'ai dit, si vraiment les députés socialistes devenaient un danger, le gouvernement les expulserait du Parlement par la force des baïonnettes et supprimerait le suffrage universel.

Louis: - C'est ton point de vue parce que toi, tu vois tout sous l'angle de la catastrophe. Mais le monde chemine petit à petit; son évolution est graduelle.

Il faut que le prolétariat se prépare à remplacer la bourgeoisie en s'éduquant, en s'organisant, en envoyant ses propres représentants dans tous les corps qui délibèrent et légifèrent; et quand il sera mûr, il prendra tout en main et cette société nouvelle à laquelle nous aspirons sera instituée.

Dans tous les pays civilisés, le nombre des députés socialistes augmente et avec lui, bien sûr, l'appui qu'ils ont dans les masses.

Un jour, ils seront certainement la majorité et alors si la bourgeoisie et son gouvernement ne veulent pas céder pacifiquement et tentent de supprimer la volonté du peuple par la violence, nous répondrons à la violence par la violence.

Il faut savoir laisser faire le temps. Il est inutile et nocif de vouloir forcer les lois de la nature et les lois de l'Histoire.

Georges: - Mon cher Louis, les lois de la nature n'ont pas besoin qu'on les défende; elles se font respecter elles-mêmes. Les hommes les découvrent péniblement et ils se servent de leur découverte pour le bien ou pour le mal. Mais attention de ne pas accepter pour des lois naturelles les faits sociaux qui sont qualifiés de lois naturelles par les intéressés - en l'occurrence les économistes et les sociologues qui défendent la bourgeoisie.

Quant aux «*lois de l'Histoire*», elles sont formulées après coup. Faisons donc l'Histoire d'abord.

Le monde va doucement ou rapidement. Il va de l'avant ou il recule en fonction d'un nombre indéterminé de facteurs naturels et humains. C'est une erreur de compter sur une évolution continue qui se ferait toujours dans le même sens.

Il est tout à fait exact que la société soit en évolution lente et continue, mais au fond qu'est-ce que l'évolution sinon un changement? Et si certains changements se font dans le sens qui est pour nous la bonne voie, autrement dit s'ils favorisent l'élévation de l'homme à un idéal supérieur de fraternité et de liberté, d'autres au contraire renforcent les institutions en vigueur ou font reculer et annulent les progrès déjà réalisés.

Tant qu'il y aura lutte entre les hommes, aucune conquête n'est sûre, aucun progrès dans l'organisation sociale ne peut être considéré comme définitivement acquis.

Nous devons utiliser et favoriser tous les facteurs de progrès; nous devons combattre les forces de répression et de conservation, leur faire obstacle et chercher à les neutraliser.

Aujourd'hui, le sort de l'humanité dépend de la lutte entre les travailleurs et les exploités. Toute conciliation entre ces deux classes ennemies, toute atténuation de la lutte, toute collaboration entre capitalistes et travailleurs, entre le gouvernement et le peuple, dans l'intention et sous le prétexte d'atténuer les oppositions sociales, ne serviraient qu'à favoriser la classe des oppresseurs, à consolider les institutions chancelantes et, pire encore, à séparer de la masse les éléments prolétaires les plus évolués pour en faire une nouvelle classe privilégiée, co-intéressée aux côtés des barons de l'industrie, de la finance et de la politique à maintenir la grande majorité du peuple en état d'infériorité et de sujétion.

Tu as parlé d'évolution et, apparemment, tu crois qu'on arrive fatalement et nécessairement au socialisme, que les hommes le veulent ou non; autrement dit à une société faite à l'avantage égal de tous où, les moyens de production appartenant à tous, tous seraient des travailleurs et tous jouiraient au même titre que tous de tous les avantages de la civilisation.

Mais ce n'est pas vrai. Le socialisme viendra si les hommes le veulent et s'ils font ce qu'il faut faire pour le réaliser. Sinon, au lieu du socialisme, on pourrait bien connaître un type de société où les différences entre les hommes seraient encore plus grandes et permanentes; où l'humanité serait divisée en deux races différentes, la race des maîtres et la race des esclaves, avec une classe intermédiaire qui servirait à assurer la domination des uns sur les autres grâce à l'appui de l'intelligence et de la force brutale. Ou encore, on pourrait simplement voir se perpétuer l'état actuel de luttes continuelles, d'améliorations et d'aggravations tour à tour, de crises et de guerres périodiques.

J'ajouterai que si on laissait les choses suivre leur cours naturel, l'évolution se ferait probablement dans le sens contraire de celui que nous voulons; elle se ferait dans le sens d'une consolidation du privilège, d'un équilibre stabilisé au profit des dominateurs actuels parce qu'il est tout naturel que la force appartienne à ceux qui sont forts et que celui qui commence à lutter en ayant certains avantages sur l'adversaire ait toujours plus d'avantages au cours de la lutte.

Louis: - Tu as sans doute raison, mais c'est bien pourquoi il faut utiliser tous les moyens dont nous pouvons disposer: l'éducation, l'organisation, la lutte politique...

Georges: - Tous les moyens, oui, mais tous les moyens qui conduisent au but recherché.

L'éducation, sans aucun doute. C'est la première chose nécessaire parce qu'il n'y a pas de progrès possible si on n'agit pas sur l'esprit des individus, si on n'éveille pas leur conscience, si on ne sollicite pas leur sensibilité, si on ne les incite pas à vouloir. Et par éducation, je ne veux pas tellement dire l'instruction qu'on apprend dans les livres, qui est nécessaire aussi, mais pratiquement peu accessible aux prolétaires. Je veux parler surtout de cette éducation qui s'acquiert par le contact conscient avec la société, par la propagande, les discussions, le fait de l'intéresser aux questions d'ordre publique, la participation aux luttes pour sa propre amélioration et celle d'autrui.

Cette éducation de l'individu est nécessaire et elle serait suffisante pour transformer le monde si elle pouvait s'étendre à tous. Ce qui est malheureusement impossible.

L'homme est influencé, dominé, je dirais presque formé par le milieu dans lequel il vit et ce n'est qu'en luttant contre le milieu que l'homme peut progresser, quand le milieu ne s'y prête pas. Et à un moment donné, il n'y a qu'un nombre limité d'individus capables, par leurs dispositions naturelles ou grâce à des

circonstances particulièrement favorables, de s'élever au-dessus du milieu, de réagir contre lui et de contribuer à le transformer.

Voilà pourquoi c'est la minorité consciente qui doit rompre la glace et changer les circonstances extérieures par la violence.

L'organisation, très bien, et tout à fait nécessaire pourvu que ce soit pour combattre les patrons et non pas pour s'entendre avec eux.

La lutte politique, bien sûr, pourvu qu'on entende par là lutte contre le gouvernement, et non pas coopération avec le gouvernement.

Et attention! si on veut améliorer et rendre supportable le système capitaliste, et donc le consacrer et le perpétuer, alors certains accommodements, certaines collaborations peuvent paraître acceptables; mais si on veut vraiment abattre le système, alors il faut se mettre clairement en dehors du système et contre lui.

Étant donné que la révolution est nécessaire et que, de toute façon, la question devra toujours aboutir à une révolution, est-ce que tu ne crois pas qu'il faut nous y préparer dès maintenant, spirituellement et moralement, au lieu de bercer les masses d'illusions et de les affaiblir en leur donnant l'espoir qu'elles pourront s'émanciper sans sacrifices et sans luttes sanglantes?

Louis: - Bon. Supposons que tu aies raison et que la révolution soit inévitable. Beaucoup de socialistes ne disent pas autre chose. Mais il sera toujours nécessaire d'établir un nouveau gouvernement pour diriger et organiser la révolution.

Georges: - Pourquoi donc? S'il n'y a pas au sein des masses un nombre suffisant de révolutionnaires, de travailleurs manuels et intellectuels capables de répondre aux besoins de la lutte et de la vie, il n'y a pas de révolution; ou, s'il y en a une, elle échoue. Et s'ils existent, à quoi peut bien servir un gouvernement sinon à paralyser l'initiative populaire et essentiellement à étrangler la révolution?

Que veux-tu qu'un gouvernement fasse, qu'il soit parlementaire ou dictatorial?

Il lui faudrait avant toute chose, penser à assurer sa propre existence en tant que gouvernement, autrement dit constituer une force armée pour se défendre contre ses adversaires et pour imposer sa propre volonté aux récalcitrants; il lui faudrait encore s'informer, étudier, chercher à concilier les volontés et les intérêts en conflit et donc faire des lois... qui ne satisferaient probablement personne.

En attendant, il faudrait vivre. Ou bien la propriété serait passée de fait dans les mains des travailleurs et, dans ce cas, comme il faut bien répondre aux besoins de chaque jour, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui auraient à résoudre les problèmes de la vie. Et cela, sans attendre les décisions de gouvernants auxquels il ne resterait plus qu'à déclarer publiquement... leur propre inutilité en tant que gouvernants, et à se fondre dans la foule comme des travailleurs parmi d'autres travailleurs.

Ou bien la propriété serait restée dans les mains des propriétaires et, dans ce cas, puisqu'ils détendraient la richesse dont ils disposeraient à leur fantaisie, les propriétaires seraient toujours les véritables arbitres de la vie sociale. Et ils feraient en sorte que le gouvernement nouveau - composé de socialistes mais pas d'anarchistes, parce que les anarchistes ne veulent ni gouverner ni être gouvernés -soit contraint de se plier aux volontés de la bourgeoisie ou qu'il soit rapidement balayé.

Je ne m'étendrai pas davantage parce que je dois partir. Je ne sais pas quand je reviendrai. Nous resterons un certain temps sans nous voir.

Réfléchis à tout ce que je t'ai dit. J'espère qu'à mon retour je trouverai un compagnon de plus.

Salut à tous.
